ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS

L/6807

14 janvier 1991

DOUANIERS ET LE COMMERCE

Distribution limitée

Original: anglais

ADMISSION DE MACAO COMME PARTIE CONTRACTANTE

Communication de la République populaire de Chine

La République populaire de Chine a fait parvenir au secrétariat la communication ci-après en date du 11 janvier 1991 en demandant qu'elle soit portée à l'attention des parties contractantes.

D'ordre du Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, M. Qian Qichen, me référant à la communication qui vous a été adressée aujourd'hui par le Représentant permanent de la République portugaise auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la déclaration ci-après du gouvernement de la République populaire de Chine en date du 11 janvier 1991.

Conformément à la déclaration commune du gouvernement de la République populaire de Chine et du gouvernement de la République portugaise sur la question de Macao, signée à Beijing le 13 avril 1987, la République populaire de Chine exercera à nouveau sa souveraineté sur Macao à compter du 20 décembre 1999. En tant que partie du territoire de la République populaire de Chine, Macao deviendra après cette date une Région administrative spéciale de la République populaire de Chine qui assumera la responsabilité de ses relations extérieures.

Conformément aux dispositions pertinentes de l'article 2 et de l'annexe I de la déclaration commune, la Région administrative spéciale de Macao conservera le statut de port franc et de territoire douanier distinct afin de développer ses activités économiques; ses systèmes économique et social actuels resteront inchangés; elle pourra déterminer elle-même ses politiques économiques et commerciales; elle aura toute faculté, sous le nom de "Macao, Chine", non seulement d'entretenir et développer des relations, mais aussi de conclure et mettre en oeuvre des accords dans les

./.

domaines économique, commercial et autres avec tous les Etats, toutes les régions et toutes les organisations internationales compétentes. En outre, la Région administrative spéciale de Macao continuera à faire partie d'organisations internationales et d'accords commerciaux internationaux appropriés, tels que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou l'Arrangement concernant le commerce international des textiles.

Le gouvernement de la République populaire de Chine déclare que la Région administrative spéciale de Macao, en tant que territoire douanier distinct, remplit les conditions requises pour qu'un territoire douanier soit réputé partie contractante conformément aux dispositions de l'article XXVI:5 c) de l'Accord général, et continuera donc, sous le nom de "Macao, Chine", à être réputée partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.